Interview de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec BFMTV le 7 février 2018, sur la loi prévoyant trois ans de prison pour les Polonais ou les étrangers accusant la Pologne de participation aux crimes nazis, l'offensive turque en Syrie, l'utilisation de l'arme chimique par le régime syrien, le règlement du conflit en Syrie, le jugement des djihadistes français et sur l'arme nucléaire en Corée du Nord.

2018-02-07

JEAN-JACQUES BOURDIN

Notre invité ce matin Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, bonjour.

JEAN-YVES LE DRIAN

Bonjour.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Merci d'être avec nous. Je voudrais commencer, avant de parler de la Turquie, de la Syrie, de la Corée du Nord, des Etats-Unis, je voudrais commencer avec la Pologne. Le président a signé la loi prévoyant 3 ans de prison pour les Polonais ou les étrangers qui accusent la Nation ou l'Etat polonais de participation aux crimes nazis. N'est-ce pas nier la participation de Polonais au génocide des Juifs, franchement ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous trouvons que cette loi est malvenue, nous nous sommes exprimés d'ailleurs sur ce sujet. Il ne faut pas réécrire l'Histoire, ce n'est jamais très bon, et il faut surtout s'arc-bouter à la mémoire de la Shoah, la diffuser, partout, régulièrement, systématiquement, et donc tout élément qui pourrait venir pervertir cette mémoire est négatif.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous êtes ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, ministre de l'Europe. Réécrire l'Histoire, dans un pays de l'Union européenne, est-ce acceptable, franchement ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Non, il faut dire les choses très très clairement, de cette position, cette posture, qui n'est d'ailleurs pas une posture nouvelle concernant le respect de principes fondamentaux de l'Union européenne, cette posture est condamnable, et nous le disons.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous le dites, mais l'Europe ne le dit pas, je n'entends rien.

JEAN-YVES LE DRIAN

J'ai entendu des déclarations de plusieurs responsables européens qui étaient un peu indignés de cette posture, mais ça vient de se passer.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce qu'il faut prendre des sanctions, est-ce qu'il faut, je ne sais pas, demander au gouvernement polonais de revoir

JEAN-YVES LE DRIAN

Je pense que la pression morale sera suffisamment forte, enfin je l'espère, et j'espère aussi que le peuple polonais saura se raviser et faire en sorte qu'aux prochaines échéances il sorte de ce carcan qui leur est imposé par des options nationalistes tout à fait regrettables.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est du nationalisme.

JEAN-YVES LE DRIAN

C'est du nationalisme.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Le 20 janvier, je change de sujet, l'armée turque a lancé une offensive contre les Kurdes d'une enclave, l'enclave d'Afrin, sur le territoire syrien, au nord du territoire syrien. Est-ce que vous condamnez cette offensive ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il y a une chose que l'on peut comprendre et une chose qu'on ne peut pas comprendre. D'abord, nous avons, la France, avec les Kurdes, depuis longtemps, une relation d'estime, d'amitié, et je rappelle ici que les Kurdes ont été tout à fait exemplaires et tout à fait déterminants dans la reprise de Raqa. Les peshmergas ont joué un rôle très significatif, et vous savez combien nous sommes attachés à la nous étions attachés à la reprise de Raqa, puisque c'est de Raqa que sont venus les terroristes qui ont ensanglanté notre pays. Une chose qu'on peut comprendre, c'est que la Turquie, dans cette situation, veuille assurer la sécurité de ses frontières, c'est un droit légitime. Mais, assurer la sécurité de ses frontières ce n'est pas aller tuer des civils, et ça c'est condamnable. Il ne faudrait pas, dans une situation très dangereuse aujourd'hui en Syrie, dramatique à tous égards, rajouter de la guerre à la guerre, et ce qui est en train de se passer en Syrie c'est qu'après le retrait, la défaite, qui n'est pas achevée, de Daesh, c'est bien engagé mais ce n'est pas achevé, il y a encore des noyaux de combattants

JEAN-JACQUES BOURDIN

Daesh n'est pas vaincu militairement aujourd'hui.

JEAN-YVES LE DRIAN

Définitivement. En Irak, on peut le dire, en Syrie ce n'est pas encore tout à fait le cas. Donc, il n'est pas acceptable de rajouter de la guerre à la guerre en Syrie. Ce qui nous amène à une nécessité encore plus cruciale aujourd'hui qu'hier, c'est de faire en sorte que le processus politique puisse s'engager pour précisément assurer, y compris la Turquie, la sécurité de ses frontières, et y compris, à l'intérieur de la Syrie, le fait que les différentes composantes, communautés de la Syrie, puissent vivre en paix, y compris le fait qu'il y ait aujourd'hui, sur 27 millions d'habitants, 12 à 13 millions qui sont réfugiés ou déplacés. C'est ça la réalité de la Syrie aujourd'hui, c'est la réalité d'Afrin, que je viens d'évoquer, mais c'est aussi la réalité dans la partie Est de Damas, qui s'appelle Ghouta Est, où le régime est en train d'enfermer 400.000 personnes qui n'ont pas droit à l'aide humanitaire

JEAN-JACQUES BOURDIN

De bombarder

JEAN-YVES LE DRIAN

Qui sont en train de bombarder, non pas à Ghouta Est, mais de la région d'Idlib, et qui sont en train de bombarder des populations, et tout ça n'est pas acceptable

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et d'utiliser l'arme chimique ou pas ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Utiliser l'arme chimique, vraisemblablement.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous confirmez la nouvelle utilisation de l'arme. ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous avons tous les éléments, toutes les indications, je parle avec précaution, parce que tant que ce n'est pas complètement documenté, il faut être prudent, mais toutes les indications nous montrent aujourd'hui qu'il y a l'usage du chlore par le régime en ce moment en Syrie, il y a une enquête qui est ouverte par les Nations Unies sur ce sujet depuis hier. Donc, il y a encore cette menace de l'utilisation de l'arme chimique, c'est une situation très grave. Et il faut aujourd'hui que le processus qui avait été initié à Genève, un processus dit des Nations Unies, se mette en place de manière sérieuse et que le régime.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Mais très bien, un processus, tout ce qu'on veut, très bien Jean-Yves LE DRIAN.

JEAN-YVES LE DRIAN

Mais ça n'a pas lieu aujourd'hui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'armée syrienne, qui utilise l'arme chimique aujourd'hui, on en a tellement parlé il y a quelques mois, il y a quelques années, maintenant ça continu, ça continu Jean-Yves LE DRIAN.

JEAN-YVES LE DRIAN

Ça continu par l'usage du chlore, oui, nous le constatons, et nous le condamnons avec beaucoup de fermeté.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous condamnez, vous condamnez, mais on peut faire quoi d'autre que condamner ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous avons fait autre chose, à partir du moment où la Russie a bloqué toute délibération du Conseil de sécurité sur ce sujet, il faut quand même le rappeler ici, je l'ai dit à monsieur LAVROV avec qui je m'entretiens régulièrement, je lui ai encore dit ça hier, « vous avez

bloqué la condamnation de la Syrie pour usage de l'arme chimique à 5 reprises au Conseil de sécurité. » Nous avons pris une initiative, la France, le président MACRON, de réunir à Paris il y a 10 jours, avec le secrétaire américain, mais avec 30 pays différents, le fait que nous engagions un partenariat pour lutter contre l'impunité de tous ceux qui utilisent l'arme chimique. Et nous avons décidé de rendre publics tous ceux que nous connaissons, entités ou personnes, qui, d'une manière ou d'une autre, interviennent dans le processus d'élaboration de l'arme chimique, et nous avons rendus publics nous-mêmes ces acteurs, et nous les avons sanctionnés par interdiction d'usage.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous allez prendre une nouvelle initiative ou pas ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Cette initiative-là est très forte, elle est très forte, et nous souhaitons que tous ceux qui veulent bien combattre l'arme chimique puissent nous rejoindre, parce qu'il y a en ce moment dans le monde, instable, plein de risques et de menaces, il y a trois risques qui se cumulent, et c'est ce qui rend la situation extrêmement dangereuse. Vous avez d'abord le problème de la prolifération, prolifération nucléaire, on va sans doute en parler.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Nous allons y venir.

JEAN-YVES LE DRIAN

Prolifération chimique, nous en parlons, prolifération balistique, la prolifération, qui est un danger considérable puisque ça entraîne des contagions. Le deuxième risque c'est le terrorisme, et le troisième risque ce sont les menaces expansionnistes. Et les trois, parfois, se cumulent, s'articulent entre elles, pour avoir une situation qui peut être demain explosive, en tout cas qui met en cause notre sécurité, et le rôle que m'a confié le président de la République c'est d'essayer d'agir pour éviter que cela ne provoque des perturbations graves.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Jean-Yves LE DRIAN, je vais revenir quand même à l'attitude de l'armée turque, au comportement des Turcs, l'armée turque qui torture, qui mutile, qui tue des Kurdes combattants, qui se sont battus auprès de nous, qui ont combattu l'Etat islamique, je me souviens des libérateurs de Kobané.

JEAN-YVES LE DRIAN

Oui, de Kobané, de Raqa, je les évoquais tout à l'heure.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, de Raqa. Que va faire la France ? Le droit international est violé, il est violé par la Turquie.

JEAN-YVES LE DRIAN

Il est violé par la Turquie, il est violé par le régime de Damas, aussi par l'Iran, il est violé par ceux qui attaquent la il est violé par ceux qui attaquent Idlib

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que nous sommes en train d'abandonner ceux qui ont combattu l'Etat islamique ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Pas du tout. Il faut, demain, que, à Genève, le processus de transition politique se mette en place, sinon il n'y a pas d'issue, et le processus de transition politique il concerne l'ensemble des zones affectées par les crises.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Est-ce que vous exigez le retrait de l'armée turque de cette région, de Syrie ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Le retrait de tous ceux qui n'ont rien à fait en Syrie, tous ceux qui n'ont rien à faire en Syrie, y compris les milices iraniennes, y compris le Hezbollah, c'est ça la situation. On ne peut pas uniquement se focaliser sur un point, qui est dramatique, mais il faut voir l'ensemble de la situation syrienne, et l'ensemble de la situation syrienne ne peut se résoudre que s'il y a un processus politique sérieux qui se mette en place. Ce n'est pas encore le cas, et c'est pourquoi la France a pris l'initiative de réunir plusieurs partenaires pour proposer des solutions qui vont de, l'élection, la constitution, les mesures de confiance, les cessez-le-feu, l'aide humanitaire, pour que ça se passe à Genève, sous l'autorité des Nations Unies, maintenant. C'est ce que nous disons aux Russes, c'est ce que nous disons aux Iraniens, je vais aller en Iran dans peu de jours, c'est ce que nous disons aux Turcs, il faut que cela se passe dans l'enceinte des Nations Unies, sinon on va avoir une cumulation de la guerre dans la guerre, qui va être dramatique, il y aura une nouvelle crise syrienne, sans sortie sérieuse.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Des djihadistes français, femmes et hommes, ont été arrêtés, je parle de la Syrie, arretés par les Kurdes, combien, vous savez exactement combien ?

JEAN-YVES LE DRIAN

On nous dit une petite centaine, arrêtés par les Kurdes ?

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, oui

JEAN-YVES LE DRIAN

Il faut parler des choses très précises.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, je suis précis.

JEAN-YVES LE DRIAN

Arrêtés par les Kurdes en Syrie, c'est-à-dire au Nord-est de la Syrie.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Une centaine ?

JEAN-YVES LE DRIAN

A peu près.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Seront-ils jugés par les Kurdes ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Ils vont être jugés par les autorités judiciaires locales.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ils ne seront pas rapatriés en France ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Ils ne seront pas rapatriés en France dans la mesure où ce sont des combattants, donc ce sont des ennemis, c'est vrai pour l'Irak, c'est vrai pour la Syrie, qui ont combattu des citoyens de Syrie, qui ont combattu des Turcs, qui ont violé, qui ont fait des actes de barbarie

JEAN-JACQUES BOURDIN

Et les enfants ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Les enfants c'est une autre situation. Sur les enfants nous voulons faire en sorte que par le biais de la Croix Rouge nous puissions les rapatrier en France. Mais, une centaine, on ne les a pas encore vraiment localisés, on a des signalements, parce que nous sommes encore en guerre, dans cette zone, c'est encore conflictuel, donc l'identification sérieuse est en cours, voilà la doctrine que nous voulons mettre en oeuvre. Ce sont des combattants, ils sont Français, mais ils sont nos ennemis, ils ont combattu dans les rangs de ceux qui ont commis des assassinats, ce sont des gens qui ont posé des actes de barbarie, ce sont des gens qui ont attaqué les Kurdes, qui ont attaqué les forces irakiennes, qui sont des combattants, ils ont donc les conclusions de leur action, et les conclusions de leur action c'est qu'ils soient jugés par ceux qu'ils ont combattu.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Ils sont jugés, donc, par les Kurdes, ils seront jugés par les Kurdes.

JEAN-YVES LE DRIAN

Par les autorités locales, je dis par les autorités locales, ce n'est pas automatiquement les Kurdes, ce sont les forces démocratiques syriennes

JEAN-JACQUES BOURDIN

Aussi. Je parle maintenant des djihadistes Français, hommes ou femmes, femmes ou hommes, qui ont été arrêtés en Irak, combien ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Six familles.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Six familles, qui seront jugés en Irak ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Absolument, sauf les enfants.

JEAN-JACQUES BOURDIN

S'il y a condamnation à mort, ce qui est possible en Irak, la France interviendra-t-elle pour éviter les exécutions ?

JEAN-YVES LE DRIAN

D'abord, c'est des prisonniers irakiens, ils ne sont pas allés en Irak faire du tourisme, ils sont allés en Irak pour combattre, pour combattre dans les rangs de Daesh, ils sont donc emprisonnés logiquement, ils seront donc jugés. Ils ont le droit à la protection consulaire, c'est-à-dire que notre consul vérifie s'ils sont bien traités, si les droits fondamentaux sont respectés. Ensuite, il y aura un procès, par les autorités irakiennes, la peine de mort existe en Irak, elle existe dans d'autres pays du monde, il y a aujourd'hui 7 ou 8 Français qui sont condamnés à mort, y compris aux Etats-Unis, figurez-vous, et dans ces cas-là la France fait savoir sa position. Moi je vais me rendre bientôt en Irak et je le ferai savoir moi-même.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La France, vous-même, le gouvernement, vous ferez tout pour éviter les exécutions ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous faisons tout, dans chaque situation où il y a un Français qui est condamné à mort dans un pays où la peine de mort existe, que ce soit aux Etats-Unis, en Indonésie, ou en Irak, nous le disons.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Pour éviter les exécutions.

JEAN-YVES LE DRIAN

Voilà.

JEAN-JACQUES BOURDIN

L'arme nucléaire. Les Etats-Unis engagent un effort de réarmement massif, je regardais les chiffres, 716, je dis bien 716 milliards de dollars en 2019, mais c'est considérable 716 milliards de dollars ! La paix par la force, c'est la doctrine américaine ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous sommes dans une situation mondiale très instable, où la menace nucléaire existe, où la non prolifération est en danger, et donc on peut comprendre qu'il y ait une volonté de renforcement, de la part des Américains, de leur posture militaire. Les chiffres sont annoncés, il faut maintenant qu'ils soient mis en oeuvre. Il n'y a pas, à ma connaissance, en fonction des premiers éléments que j'ai pu avoir de la nouvelle Revue stratégique américaine, modification, sur le fond, de la conception de la dissuasion nucléaire.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Donc, pas d'inquiétudes particulières devant cet engagement massif de dépenses militaires ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Par contre, il y a volonté du renforcement de la dissuasion nucléaire, et volonté de

JEAN-JACQUES BOURDIN

Du renforcement militaire des Américains, qui pensent qu'ils ont peut-être perdu un peu de temps ces dernières années.

JEAN-YVES LE DRIAN

Je pense que la bonne posture américaine serait d'être très ferme sur le respect de la non-prolifération, et sur le fait qu'il faut engager, avec la Corée du Nord, et avec l'Iran, une discussion ferme pour empêcher la prolifération. Ça a été le cas en Iran, et nous nous pensons, nous avons un désaccord avec les Américains sur ce point, nous nous pensons que le Traité de Vienne est un traité qui est respecté, et que ce traité a permis, permet d'éviter que l'Iran accède à l'arme nucléaire. Parce que si l'Iran accédait à l'arme nucléaire il y aurait risque de contagion parce que les pays voisins pourraient se dire il y a ce danger pour moi, il faut donc moi-même que je me dote de l'arme nucléaire, et à ce moment-là, contagion après contagion, on risque d'avoir une situation dramatique pour la communauté internationale. Donc, il faut faire en sorte que le respect du traité de non-prolifération, de 1968, soit un impératif pour tout le monde, et nous avons, sur ce point, un désaccord avec les Etats-Unis, mais c'est la même posture que nous utilisons à l'égard de la Corée du Nord, parce que le fait que la Corée du Nord accède à l'arme nucléaire c'est un danger aussi pour l'ensemble de cette zone. C'est un danger pour nous-mêmes

JEAN-JACQUES BOURDIN

Notamment pour le Japon

JEAN-YVES LE DRIAN

Mais c'est aussi un danger pour nous-mêmes, parce que l'ampleur balistique qui est aujourd'hui évaluée en Corée du Nord est une ampleur qui nous met nous-mêmes en cause.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Alors, je vais vous parler de la Corée du Nord, mais deux mots. Emmanuel MACRON, vous confirmez l'invitation lancée par Donald TRUMP à Emmanuel MACRON pour la Fête nationale américaine ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Oui, il va se rendre en avril aux Etats-Unis.

JEAN-JACQUES BOURDIN

En avril, visite officielle ?

JEAN-YVES LE DRIAN

En avril, oui, fin avril.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il va bientôt rencontrer Vladimir POUTINE, la Coupe du monde ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Emmanuel MACRON rencontre l'ensemble des dirigeants du monde, il leur téléphone, il leur parle, parce que la France parle avec tout le monde, et ça nous donne de la force pour valider nos arguments et faire valoir nos positions. Lorsque le président de la République s'entretient avec le président TRUMP, ou le président POUTINE, ou le président ERDOGAN, peu importe, il dit les choses très clairement et il affiche les désaccords quand il y en a, et je crois que c'est plus simple comme ça, il faut éviter les ambiguïtés dans les propos.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous pensez qu'il va se rendre en Russie pour la Coupe du monde ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Je ne sais pas, je ne lui ai pas demandé, il aime bien le football, mais je ne sais pas.

JEAN-JACQUES BOURDIN

C'est pour ça que j'ai pensé à ça.

JEAN-YVES LE DRIAN

Moi je vais aux Jeux Olympiques.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Justement, la transition a été toute trouvée, c'est pour ça. Donc, vous ne savez pas, prochaine rencontre avec POUTINE, vous ne savez pas.

JEAN-YVES LE DRIAN

Ce qui est certain c'est que le président va se rendre aux Etats-Unis à l'invitation du président TRUMP, à la fin du mois d'avril.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Visite officielle.

JEAN-YVES LE DRIAN

Visite officielle.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Jean-Yves LE DRIAN, vous partez pour la Corée du Nord

JEAN-YVES LE DRIAN

La Corée du Sud.

JEAN-JACQUES BOURDIN

La Corée du Sud

JEAN-YVES LE DRIAN

Excusez-moi, pas encore la Corée du Nord.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Non, mais enfin bon, là

JEAN-YVES LE DRIAN

Pyongyang.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Que se passe-t-il, la Corée du Sud et la Corée du Nord qui font compétitions en commun à Pyongyang, extraordinaire non ? Le président du Parlement nord-coréen sera même en Corée du Sud, il va venir. Ça veut dire quoi, c'est un bon signe, ça veut dire qu'on est peut-être sur la voie d'un dialogue retrouvé ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Le sujet est le suivant, est-ce que c'est la trêve olympique ou est-ce que c'est le rêve olympique ? La trêve olympique, ça peut être l'opportunité de se parler, peut-être que les autorités nord-coréennes et sud-coréennes le feront, je le souhaite. Le rêve olympique c'est le rêve de la paix retrouvée, et si c'est le rêve olympique ce serait un très beau moment.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous y croyez ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Ce n'est pas à exclure, en tout cas c'est le souhait que je formule. La Corée du Nord n'a pas renoncé, même s'ils font équipe de hockey sur glace commune avec la Corée du Sud, à ses prétentions de détenir l'arme nucléaire et d'avoir les capacités balistiques nécessaires pour la projeter. A ma connaissance, le dernier discours de Kim JONG-UN au début de l'année pour les voeux, affichait et réaffichait cette détermination. C'est ce qu'il faut combattre. Si d'aventure la Corée du Nord accédait à l'arme nucléaire, à la capacité de projection de l'arme nucléaire, c'est d'abord l'ensemble des pays de la région qui seraient en très grande fragilité, mais aussi l'Europe, parce que la capacité de projection serait très grande, on est à près de 10.000 kilomètres de portée, donc ce serait un danger considérable. Donc, il faut empêcher cela, et pour empêcher cela il faut dénucléariser l'ensemble de la péninsule coréenne et il faut donc que la Corée du Nord vienne à la table des négociations.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous êtes d'ailleurs sur la même position que le Japon

JEAN-YVES LE DRIAN

Je reviens du Japon, on a pu en parler, les Japonais sont inquiets. Evidemment, si d'aventure la Corée du Nord se dote de l'arme nucléaire sans que personne ne proteste, alors le Japon va se dire

JEAN-JACQUES BOURDIN

Il n'y a pas que les Japonais, les Russes, les Chinois, sont inquiets aussi.

JEAN-YVES LE DRIAN

Absolument. Ce que j'observe quand même c'est qu'il faut mettre en oeuvre des mesures de rétorsion, de sanctions, pour obliger la Corée du Nord à venir à la négociation, et lors des dernières discussions aux Nations Unies, c'est-à-dire à la fin du mois de décembre, l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, Chine et Russie compris, ont voté un nouveau train de sanctions pour obliger Kim JONG-UN à venir à la négociation. J'espère que l'esprit olympique va lui permettre d'avancer.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Jean-Yves LE DRIAN, j'ai une dernière question, vous êtes toujours membre du Parti socialiste ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Pour l'instant oui.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous allez voter pour le patron du parti ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Je n'ai pas le sentiment, je pense qu'il y a une erreur d'appréciation que doivent faire les socialistes. Il s'est passé un vrai tremblement de terre politique, et croire que dans quelques années ça va revenir comme auparavant est une erreur. Et donc il faut se situer dans une nouvelle donne qu'a instaurée le président MACRON, moi je suis très heureux de ce que je fais auprès du président MACRON, je me sens très à l'aise dans cette équipe, cette créativité et en même temps cette détermination de redresser la France me paraît saine. J'observe aussi dans mes fonctions combien dans le monde on attend la France, combien il y a un moment France dans le monde, combien il a une envie de France, et si les socialistes ne prennent pas en considération cette nouvelle donne, ils échoueront.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Vous allez quitter le parti ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Je vous le dirai quand ce sera le moment.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Oui, mais vous y pensez ?

JEAN-YVES LE DRIAN

C'est une hypothèse.

JEAN-JACQUES BOURDIN

Merci Jean-Yves LE DRIAN.

Source : Service d'information du Gouvernement, le 8 février 2018

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/204927-interview-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affaires